

LA VOIX



N°13 - 2 €
1er trimestre 2016

des Communistes

ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT ORGANISÉ DES COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

BILAN 2015

CRISES

SURPRODUCTION

BAISSE DES SALAIRES

CHÔMAGE

TRAVAIL PRECAIRE

REFORMES RÉACTIONNAIRES

ALLONGEMENT DU

TEMPS DE TRAVAIL

GUERRES TERRORISME

FAMINES

PROBLEMES

ECOLOGIQUES

RÉPRESSION

AIR FRANCE

GOODYEAR

DES LUTTES

le

CAPITALISME -IMPÉRIALISTE

entraîne l'humanité à sa perte

UNE SEULE ALTERNATIVE

LE SOCIALISME

SOMMAIRE

LA LIBRAIRIE DU ROCML p 2

REPOUSSONS L'OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE p 3

MOBILISATION GOODYEAR DU 4 FÉVRIER p 7

LA CONSCIENCE DE CLASSE SE DÉVELOPPE
DANS LA LUTTE p 8

LE FRONT NATIONAL ET LA QUESTION DU
FASCISME OU DE LA FASCISATION p 13

ANTI-IMPÉRIALISME EN TROMPE L'ŒIL
LE CAS DU VENEZUELA p 15

LA FABRIQUE D'UN MONSTRE, L'ÉTAT ISLAMIQUE p 19

L'IMPÉRIALISME, SES COMPOSANTES ACTUELLES p 23

Adresse électronique du ROCML
Roc.ml@laposte.net

Adresse électronique de la JCML :
jcml.nationale@yahoo.fr

Adresse postale ROCML et JCML :
ASS. GRANDROC
Villa OctoSun 3 clos de lutché
31380 GARIDECH

Site du ROCML
<http://www.ROCML.ORG>



LA GRANDE CONSPIRATION CONTRE LA RUSSIE SOVIETIQUE

LE SOIT DISANT TESTAMENT DE LENINE

LES MENSONGES SUR L'HISTOIRE DE L'UNION SOVIETIQUE

FALSIFICATEURS DE L'HISTOIRE

LE PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN
URSS APRES LA PRISE DU POUVOIR PAR LES REVISIONNISTES
KHROUCHTCHÉVIENS Par Bill BLAND

CONTRIBUTIONS A L'ANALYSE DU PROCESSUS DE RESTAU-
RATION DU CAPITALISME EN URSS

LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE L'OUVRAGE DE STALINE
« LES PROBLEMES ECONOMIQUES DU SOCIALISME EN
URSS » - Bill Bland 1994

LES FONDEMENTS THORIQUES DE LA GUERRE ET DE LA PAIX
EN URSS – BC. FRIEDL suivi du cahier de Lénine sur Clause-
witz

STALINE ET LA LUTTE POUR LA REFORME DEMOCRA-
TIQUE–Grower Furr

LENINE ET L'ORGANISATION

MANUEL D'ECONOMIE POLITIQUE – Moscou 1955

LE CAPITAL–Edition populaire -J. Brochardt 1919

CLASSIQUES DU MARXISME LENINISME (MARX, ENGELS,
LENINE, STALINE)

SUR LA CRISE ECONOMIQUE (ROCML)

LE PROCESSUS DU SOULEVEMENT POPULAIRE EN TUNISIE
(ROCML)

PASSER COMMANDE AUPRES DE NOS MILITANTS
ou par COURRIEL (Roc.ml@laposte.net)

REPOUSSONS L'OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE DONNONS DES PERSPECTIVES ANTICAPITALISTES A NOS MOBILISATIONS

Depuis les attentats de janvier et novembre 2015, l'État utilise la menace terroriste pour renforcer les mesures réactionnaires. L'État d'urgence est prolongé de 6 mois. Dans cette situation, le gouvernement en profite pour accentuer l'offensive du capital contre les travailleurs. Que ce soit un gouvernement de gauche qui orchestre cette offensive n'est pas un paradoxe. La fonction même de l'État capitaliste, qu'il soit géré par la droite ou par la gauche est de servir la classe économiquement dominante de la société. Le PS assure ce rôle avec application. Aujourd'hui l'illusion d'un « Etat providence » soucieux des intérêts des travailleurs vole ainsi en éclat.

La situation internationale et nationale conduit en effet la bourgeoisie à renforcer son oppression socio-économique et son emprise politique et idéologique. Elle n'a pas d'autre logique que de faire supporter aux travailleurs le fardeau de la crise de son système d'exploitation de l'homme par l'homme. Les prolétaires, l'ensemble des travailleurs peuvent et doivent s'y opposer en tant que seule classe révolutionnaire et arrêter le bras meurtrier du capital.

Une aggravation réelle de la situation internationale

Contrairement à une idée que veulent diffuser les médias bourgeois, la guerre ne s'est pas déclenchée le 13 novembre 2015, au soir des attentats. Cela fait bien longtemps que ceux qui dirigent la France font la guerre en Afrique et au Moyen Orient. Ce qui est en jeu, ce ne sont pas les droits de l'Homme ou l'amour de la liberté. Ces pré-

textes servent à faire accepter la guerre auprès du peuple de France. Qui accepterait en effet les guerres si les dirigeants impérialistes en avouaient leurs véritables objectifs ? En réalité, la France est en guerre afin de défendre les intérêts de l'État impérialiste (des grands monopoles d'État et privés présents en Afrique et au Moyen Orient) pour les sphères d'influence, les ressources de matières premières, la sécurité et le contrôle des routes commerciales. Ces ressources de plus en plus convoitées font l'objet d'une lutte pour leur partage entre les grandes puissances qui dominent économiquement le monde : États-Unis, Chine, Russie, France, Angleterre... Intervention au Mali pour protéger les intérêts d'Areva et de l'uranium, intervention en Libye pour obtenir du pétrole, des contrats de reconstruction (le pays est d'ailleurs laissé à feu et à sang) et affirmer la puissance politique, économique, culturelle de l'État impérialiste français. La liste est longue.

Le Moyen-Orient (Syrie, Irak) et l'Europe de l'Est (Ukraine) sont les deux régions où la lutte pour les zones d'influence devient de plus en plus intense. Ces tensions sont d'autant plus accentuées par les effets de la crise capitaliste : chaque puissance cherche à sécuriser ses approvisionnements en matières premières, à vendre ses marchandises surproduites... Cette concurrence de plus en plus aiguë voit s'affronter deux « camps » impérialistes : d'un côté, la Russie et la Chine (avec leurs alliés locaux : la Syrie, l'Iran), de l'autre, les États-Unis, l'Union Européenne (dont la France) avec leurs alliés locaux : la Turquie, l'Arabie Saoudite, Israël... Ces guerres montent en tension. Non seulement

le camp des impérialistes occidentaux a cru bon d'utiliser les forces islamistes pour renverser Assad. En finançant et en armant les islamistes, les Occidentaux ont créé des monstres qui servent leurs intérêts (encore aujourd'hui avec le Front Al Nosra, branche d'Al Qaïda) ou ont échappé en partie à leur contrôle (DAESH). Contrairement à des idées reçues, il ne s'agit pas d'une guerre entre islamistes soutenus par l'Occident, et laïcs dont la Russie serait le défenseur. Les impérialistes financent ceux qui servent leurs intérêts et ne se soucient pas des questions religieuses ou de laïcité. Seuls comptent pour eux les profits que vont produire l'installation de leurs entreprises. Ainsi, alors qu'ils finançaient les talibans contre les Soviétiques, les États-Unis ont aussi soutenu le régime laïc de Saddam Hussein dans les années quatre-vingt pour contrer l'influence de la « révolution » islamique iranienne.

Les puissances impérialistes ont fait du Moyen Orient leur terrain de d'affrontement. Pour cela, elles sont prêtes à manipuler les peuples pour parvenir à leurs fins. Aujourd'hui, le risque d'embrasement, d'une « troisième Guerre Mondiale » comme le dit Sarkozy est bien réel. Mais il ne s'agit pas comme il le fait croire d'une guerre contre le djihadisme. La presse le relate quotidiennement : les tensions montent au Moyen Orient avec le risque de dégénérer en guerre car il se produit des incidents entre les deux camps impérialistes. Lorsque la Turquie a abattu un avion russe, lorsque l'Iran a intercepté deux navires US, les risques se sont accentués. En réalité, toutes les grandes puissances ont rassemblé leurs flottes en Méditerranée. Cela n'est pas annonciateur de bonnes nouvelles pour les travailleurs et les peuples.

C'est en partie pour ces raisons que le gouvernement Hollande entretient depuis les attentats de novembre un climat de guerre et de suspicion à l'intérieur du pays. L'état d'ur-

gence et les mesures qu'il porte permettent de donner les mains libres au gouvernement et à l'armée pour agir à l'extérieur, sans contestation intérieure. Il a aussi besoin de mobiliser des forces pour poursuivre ses guerres à l'extérieur car ces guerres nécessitent la présence en France d'une chair à canon, c'est-à-dire de jeunes prêts à mourir pour la « cause ». Peu de jeunes sont actuellement prêts à mourir « pour la nation ». L'État utilise son appareil idéologique pour mobiliser après les attentats, avec des pubs guerrières ou encore son « service civique ». Pour l'instant, il n'a pas réussi à créer un esprit de caserne dans la jeunesse.

Une offensive du capital à l'intérieur de la France

Le gouvernement ne se contente pas d'agir sur la situation extérieure. La crise que traverse le capitalisme oblige la bourgeoisie à renforcer sa domination sur les travailleurs. Au vu du contexte international, du ralentissement (épuisement) de la croissance chinoise qui tirait l'ensemble du monde capitaliste, cette tendance se renforcera encore davantage. Les transnationales françaises pour rester compétitives et préserver leurs profits à l'échelle mondiale, comptent sur les mesures de Hollande, Macron, Valls. Les contre-réformes de l'État visent à augmenter l'exploitation des travailleurs (accroître l'extorsion de plus-value absolue et donc les profits) : augmenter la durée de travail, son intensité, diminuer les salaires et prestations sociales. C'est le sens de l'ANI, du CICE, de la loi Macron. Hollande fait bien son travail... pour les intérêts du capital ! Les partis bourgeois (PS, UMP, FN) au service du capital assument leur mission. Les économistes disant le contraire sont « atterrants » ou alors cela reviendrait à dire qu'un autre capitalisme est possible. C'est une tromperie. Il ne faut pas partir du monde tel qu'on voudrait qu'il soit mais tel qu'il est pour le trans-

former. Ce constat est primordial aujourd'hui pour tout communiste afin de comprendre et trouver des solutions pour notre camp.

Seulement, face au train de mesures en faveur de la bourgeoisie, le prolétariat, certes n'oppose pas une résistance à la hauteur des enjeux, mais ne reste pas non plus les bras croisés. Si les grèves restent à un niveau faible quant à la participation des masses ouvrières en 2015, l'intensité et la force des grèves menées se sont accrues là où elles sont apparues. Surtout, la base militante syndicale qui mène les luttes refuse les mesures nationales du gouvernement et interpelle les partis réformistes comme le PCF sur leurs liens avec le PS. L'épisode de la lutte des Air France a rappelé à la bourgeoisie que son pouvoir ne serait pas éternellement maintenu. Ce dynamisme de classe inquiète le pouvoir. Cependant, il manque encore une coordination des luttes pour faire des luttes partielles, isolées, une lutte générale contre le capitalisme. La lutte des Air France et Goodyear donnent néanmoins une impulsion en ce sens. Pour ces raisons, l'offensive économique du capital s'accompagne désormais d'une attaque idéologique et répressive envers la classe ouvrière. Les attentats ont servi de prétexte pour briser toute volonté de contestation : unité nationale derrière le drapeau de la bourgeoisie, état d'urgence, déchéance de la nationalité...Le gouvernement a deux cordes à son arc. La première est la division de classe par la répression. Les militants écologistes mis en résidence surveillée lors de la COP21, la condamnation à de la prison ferme pour les syndicalistes CGT de Goodyear, l'attaque systématique contre la CGT servent à intimider le mouvement ouvrier, à casser dans l'œuf toute tentative de résister sur une base de classe. Le but recherché est de sanctionner les luttes de la classe afin d'empêcher les luttes. La déchéance de nationalité s'inscrit quant à elle dans un contexte de dynamique chauvine, raciste et réactionnaire du capital. C'est la

deuxième corde à l'arc de la bourgeoisie. Il s'agit de diviser les travailleurs en créant des différences juridiques entre Français et immigrés et leurs enfants. Cette dynamique existe par le renforcement idéologique du Front National et la faiblesse de la classe ouvrière. L'appareil d'Etat et les médias à son service utilisent les préjugés des masses pour mobiliser derrière eux le peuple. Cela avait marché le 11 janvier, notamment dans les couches petites bourgeoises. Cependant, malgré tous leurs efforts, ils ont aussi constaté qu'ils peinaient à mobiliser les foules derrière leurs perspectives : Qui a attaché son drapeau à la fenêtre chez les travailleurs ? Ils pouvaient se compter sur les doigts de la main...

Avec son arsenal répressif et sa pression idéologique contre le camp des travailleurs, le gouvernement espère avoir les mains libres pour mener ses guerres à l'extérieur et pour imposer ses conditions d'exploitation capitaliste à l'intérieur.

REPOUSSER L'OFFENSIVE DU CAPITAL DONNER DES PERSPECTIVES ANTICAPITALISTES A NOS MOBILISATIONS

C'est le capitalisme qui entraîne le peuple dans la misère et la guerre. Le PS au pouvoir prend les mesures qui permettent à la bourgeoisie française de préserver ses profits dans le cadre de ce système. Les travailleurs comprennent de plus en plus que le gouvernement mène une politique à l'encontre de leurs intérêts. Tout comme Les Républicains, le PS sert lui aussi la classe capitaliste. Cela fait d'ailleurs bien longtemps. D'ailleurs ce n'est pas la première fois que les socialistes mettent des syndicalistes en prison. En 1948, alors que le PS est aux affaires, le ministre de l'intérieur, Jules Moch, de l'époque avait envoyé les CRS et même l'armée pour mater la grève des mineurs. Des syndicalistes avaient alors été condamnés à

de la prison. Le capital sait depuis longtemps que le parti socialiste ne gêne pas ses intérêts. Au contraire, il est un bon gestionnaire du capitalisme pour attaquer les travailleurs et renforcer les positions de l'impérialisme français. C'est pour cela que les travailleurs doivent riposter à chaque réforme réactionnaire mise en place par ce gouvernement, dénoncer son rôle et sa nature bourgeoise.

L'épouvantail du fascisme brandi à chaque élection n'est pas d'actualité car le jeu du parlementarisme n'est pas épuisé. La bourgeoisie a encore des solutions dans le cadre de la démocratie bourgeoise pour maintenir sa domination. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas combattre le FN. Il faut le combattre mais sur des positions de classe. La meilleure réponse à l'offensive du capital est dans le développement des luttes, non dans le vote pour les partis qui nourrissent le FN depuis 30 ans. Le réformisme qui capitule devant l'état d'urgence étant incapable de créer une force politique indépendante et alternative laisse le champ libre à cette offensive réactionnaire et désarme les travailleurs : Il laisse le terrain aux forces réactionnaires et donc n'est pas la solution. Celle-ci réside dans les initiatives qui commencent à s'organiser contre l'état d'urgence, la guerre et la répression. Les militants communistes doivent participer à ces initiatives. Ils doivent y porter des positions de classe anticapitalistes en y expliquant la situation politique actuelle et en combattant les idées réformistes qui n'ont jamais rien produit pour combattre le capitalisme. Les communistes doivent occuper le terrain de la lutte sur des bases anticapitalistes.

La CGT, est une des cibles de l'offensive du capital. Dans la situation concrète actuelle, elle est la seule organisation des travailleurs, poussée par les syndicalistes et les syndicats des entreprises, où peut s'organiser la résistance. Pour réussir à avoir du poids, être écoutés, les communistes doivent être enga-

gés dans la lutte quotidienne de la classe ouvrière et plus particulièrement dans les syndicats. C'est en liaison avec les luttes de la classe que les communistes pourront amener des propositions politiques et anticapitalistes. C'est donc en créant un courant d'idées communistes dans la classe, dans le travail quotidien, dans les luttes, les débats, que les communistes peuvent progresser vers la création d'un Parti communiste. Les communistes doivent être conscients des tâches immenses qui les attendent. Ils doivent garder confiance dans les capacités de la classe ouvrière à surmonter ses faiblesses. Il n'existe pas d'autre chemin pour empêcher la bourgeoisie de mener son offensive. De l'organisation et de la riposte de la classe ouvrière, dépend la réussite ou l'échec de l'offensive réactionnaire du capital.

PARTOUT OU NOUS SOMMES, COMBATTONS LA GUERRE ET LES EFFETS DE LA CRISE DU CAPITALISME !

REFUSONS TOUTE UNITÉ NATIONALE AVEC NOS EXPLOITEURS !

**À L'OFFENSIVE DU CAPITAL, IMPOSONS NOS INTÉRÊTS DE CLASSE!
ORGANISONS LA RIPOSTE, CLASSE CONTRE CLASSE !**

ROCML, le 1er février 2016

MOBILISATION DU 4 FEVRIER POUR LES GOODYEAR UN PREMIER SUCCES POUR LE MOUVEMENT OUVRIER

80 initiatives et par milliers, les travailleurs sont sortis de leurs lieux de travail jeudi 4 février en solidarité avec les 8 de Goodyear et tous les autres militants syndicaux réprimés par le patronat ou l'Etat capitaliste. 10 000 personnes en Ile de France, 1 000 à Toulouse et Bordeaux, 600 à Pau. Clairement au vu du contexte dans lequel nous nous trouvons (reflux depuis 2010 du mouvement, état d'urgence, « unité nationale »), cette initiative est un succès.

Est-elle à la hauteur des enjeux, de l'offensive de l'Etat et du patronat ? Bien sûr que non, il reste encore à faire. Mais c'est un vrai succès dans la mesure où les militants syndicaux se sont mobilisés et ont mobilisé autour d'eux : de nombreux travailleurs ont fait grève, non pas pour eux directement, mais en solidarité avec leurs camarades, pour dénoncer la répression de l'Etat. Il s'agit véritablement d'un acte de classe : ce 4 février, ceux qui se sont mobilisés ont scandé : une attaque contre un membre de la classe ouvrière est une attaque contre toute la classe !

La grève de solidarité s'est étendue dans tout le pays et a touché notamment le RER qui s'est arrêté en « solidarité avec le mouvement social ». Cette grève du RER a montré la force de la classe ouvrière qui, si elle s'unit, se fortifie, peut paralyser le pays pour faire entendre ses intérêts et revendications. Aussi la conscience de classe se développe puisque le lien est fait entre les luttes partielles, la répression et l'état d'urgence. De plus en plus de militants syndicaux ont conscience que l'Etat n'est pas leur allié et qu'il est un ennemi de classe. C'est très positif. Le gouvernement, la justice ne

sont pas neutres ! Ils défendent le capital ! La bourgeoisie ne s'y est pas trompée : elle craint par-dessus tout que les luttes partielles, isolées et locales ne se transforment en un grand torrent national qui emporte tout sur son passage. Elle a donc mobilisé ses médias pour dénoncer cette « prise d'otage ». Les spécialistes réactionnaires ont aussi été invités pour expliquer que les grèves de solidarité seraient interdites (Le Figaro). Le porte-parole du gouvernement, Le Foll y va de son discours de classe, abject : « Je demande à ce que la CGT ait la mesure des décisions qu'elle prend. Parce

que soutenir les salariés de Goodyear pour mettre des milliers de gens et de salariés dans la difficulté, je ne vois pas comment on peut expliquer ça » (Le Monde). C'est vrai qu'il s'y connaît lui en difficultés puisqu'il est le porte-parole de l'impuissance des capitalistes à sortir de la crise,

il est l'annonceur de l'augmentation du chômage, de la pauvreté et des guerres qui assassinent les peuples du monde.

Aucune déclaration de ces représentants ne saurait effacer le courant de sympathie et de soutien envers les travailleurs de Goodyear. 160 000 personnes ont d'ores et déjà signé la pétition réclamant le retrait des poursuites et ce mouvement ne cesse de s'amplifier.

Comme l'a signifié le représentant des Goodyear, « arrêtons de reculer, (...) Ne lâchons rien, faisons plier ce gouvernement » (vidéo du rassemblement à Paris, site du ROCML).

Les mobilisations doivent s'amplifier et surtout gagner en coordination. Le point de départ pour qu'un mouvement national de classe ait lieu pourrait bien être les luttes des Air France et des Goodyear. D'ailleurs le procès des Air France du 27 mai sera une bonne occasion pour faire une démonstration ouvrière ! Préparons partout où nous sommes ce futur succès !

9 MOIS DE PRISON FERME POUR LES EX SALARIÉS DE GOODYEAR !



Dans leurs travaux scientifiques Marx et Engels ont analysé le mode de production capitaliste, ses origines, les contradictions de son développement et son devenir historiquement limité. Ils ont mis en évidence que ce mode de production en poussant à un degré jamais atteint par le passé la socialisation de la production et la productivité du travail, développe en son sein les bases matérielles d'un autre mode de production, le communisme. Dans le même temps il a fait naître la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, le prolétariat, qui soit à même de révolutionner les rapports de production et d'instaurer la société communiste. Mais pour cela elle doit sortir de sa longue léthargie politique, reconquérir son indépendance politique, édifier son parti, prendre conscience de son existence en tant que classe pour soi, luttant pour ses propres intérêts immédiats et stratégiques, bref retrouver sa conscience de classe.

Nous publions ci-après les réflexions d'un camarade engagé dans la lutte syndicale et politique au sein de la classe ouvrière qui éclaire les conditions objectives et subjectives du travail des communistes pour contribuer à élever la conscience de la classe.

La conscience de classe ne se développera que par la lutte.

On ne peut juger du niveau de conscience de la classe ouvrière sans comprendre qu'il est conditionné par la situation concrète de la classe et l'évolution de la société capitaliste aujourd'hui.

Au stade actuel de cette évolution qualifiée de « mondialisation », la division de classe correspond à l'organisation du travail capitaliste. La tendance générale de baisse du profit exige des mesures spécifiques de la part de la bourgeoisie dans sa recherche d'une « solution » visant à augmenter son profit à l'échelle nationale et internationale. Ce point mérite d'être plus développé : il s'agit en effet de la flexibilité, de la mobilité et de l'externalisation pour assurer son profit jusqu'au partage du monde avec ou sans la guerre. Dans cette vision, il faut bien analyser ces formes d'organisation du travail par le capitalisme. Depuis trente ans, cette organisation crée des difficultés dans l'organisation des travailleurs pour défendre leurs propres intérêts. D'un autre côté depuis la crise de 2008, le capitalisme n'arrive pas durablement à relancer la machine économique.

Cette difficulté de la bourgeoisie ne vient pas de la politique de tel ou tel parti politique ou de gouvernement, elle est provoquée par la nature même du mode de production capitaliste. Elle

est structurelle. Un exemple : quelle solution peut mettre fin au chômage ? Sous la société capitaliste aucune ! Tant que le prolétariat ne s'occupera pas de ces problèmes, tant qu'il n'en cherchera pas à affronter la bourgeoisie en tant que classe, la conscience restera spontanéiste, elle ne sortira pas du cadre de la bourgeoisie.

Aujourd'hui le degré de conscience des prolétaires n'est pas anticapitaliste.

La conscience de la lutte n'a pas dépassé le terrain des luttes économiques. La lutte des travailleurs aujourd'hui ne s'exprime pas en tant que lutte de la CLASSE. La conscience de classe ne peut pas se développer sans avoir de continuité dans les luttes. Sans dimension nationale, la lutte partielle ou locale n'acquiert pas de dimension politique. Dans toutes les casses de grande ampleur mises en œuvre par les capitalistes, ce sont toujours les luttes dans les grandes entreprises qui permettent de rendre la classe plus visible comme celles à Air France, Arcelor-Mittal, EDF-GDR, Goodyear, les grèves chez Vinci, Alstom, des travailleurs de la santé des Hôpitaux de Paris, etc. Il nous faut tirer les leçons de l'expérience de la lutte de la classe ouvrière depuis les années 1990.

Il est important de considérer la permanence dans la lutte : qui résiste et avec quels moyens? Quels modes d'action ? Pourquoi y a-t-il eu échec ?

« Même si la révolution essayait des défaites, le prolétariat apprendra avant tout à comprendre les bases économiques et de classe des partis libéraux et des partis démocrates, ensuite il apprendra à haïr les trahisons de la bourgeoisie et à mépriser la mollesse et les tergiversations de la petite bourgeoisie. Grâce à une telle accumulation de connaissances, grâce à de telles habitudes de pensée, le prolétariat ira avec une plus grande unité et une plus grande audace vers une révolution nouvelle, socialiste. » (Lénine, « Œuvres Complètes » tome XII, page 472)

En période de reflux ou d'échec il ne sert à rien de se lamenter. Il faut trouver la méthode juste et la voie pour surmonter les difficultés. On n'a jamais vraiment exploité la richesse de la lutte. Notre force est là : dans la réalité de la lutte et pas dans l'idée que l'on s'en fait dans notre esprit. Un travail théorique est nécessaire, il ne peut être simplement une répétition de ce que l'on a lu dans les classiques du marxisme-léninisme, ni d'une simple vue de l'esprit. Le travail théorique doit être un reflet de la réalité de la société. La théorie marxiste-léniniste doit montrer l'avenir de la classe, à partir de sa réalité, en utilisant la méthode scientifique qui est dialectique et matérialiste. Pour empêcher le développement de la conscience de classe, la bourgeoisie utilise tous les moyens possibles pour atteindre et corrompre l'individu, les attaques physiques, la corruption, le licenciement, etc.

Mais elle mène aussi un matraquage idéologique permanent sur l'ensemble des travailleurs comme on a pu le voir clairement à Goodyear, à Air France, EDF et ailleurs et la discrimination syndicale ne cesse pas. Elle le réalise au moyen des médias, bien sûr, mais aussi dans l'entreprise (sur le lieu de travail). Combien de fois entendons-nous ces formules : « Cela a toujours été comme ça ! », « Chacun son destin », « Tel ou tel militant croit qu'il va changer le monde » et parfois on nous lance : « Les Soviets, c'est fini ! » et « La lutte c'est du passé ». Aujourd'hui, c'est le « dialogue social », le « partenariat », etc. Cette culpabilisation, cette

pénalisation et ces menaces ne découragent pas les militants avancés mais ce travail de sape concerne les travailleurs qui les en-tourent. C'est là où il faut faire attention ! il faut de nouvelles formes et modes d'action pour mettre en avant des revendications unitaires et mobilisatrices et tenir compte d'abord et renforcer le degré d'engagement des militants (ou des élus). Et là on ressent l'absence de l'organisation politique du prolétariat, le parti communiste qui peut organiser et coordonner ce travail au niveau de toute la classe.

La bourgeoisie privilégie l'engagement et l'action individuels. Elle sait que sur ce plan, elle est en position de force. Dans ce domaine, il est difficile de ne pas brûler les étapes, de ne pas abandonner la préparation de la classe pour la lutte. La pré-paration doit être permanente. La meilleure préparation à la lutte : c'est de construire l'organisation qui correspond à la situation. Il ne faut ni copier, ni inventer. Si vraiment le camarade milite avec les travailleurs, les ouvriers : il y a toujours une réponse à la situation. Cela ne veut pas dire que tout est automatique.

Chaque fois que l'on agit, la bourgeoisie dispose des moyens et l'expérience pour riposter. Un vieux dicton dit : « L'eau peut dormir, pas les ennemis ». Sur ce point, l'on peut commettre des erreurs, mais agir sans connaître les plans de l'adversaire : cela crée de la confusion ! Dans la lutte syndicale, les erreurs commises sont omniprésentes. Par exemple : après une réorganisation, un syndicat disparaît car les militants n'ont pas pris en compte et anticipé les conséquences de la restructuration de l'entreprise.

Le travail au sein de la classe ouvrière et le travail politique nous obligent à avoir une connaissance complète de la société. Pour réussir un travail politique, il ne faut pas en rester dans le domaine que l'on connaît. Il faut créer du lien avec l'extérieur et c'est un travail qui dépasse le travail syndical dans l'entreprise. La domination idéologique bourgeoise peut être définie selon 3 catégories :

- la domination banale de l'idéologie bourgeoise (la routine quotidienne, la télévision abrutissante, les ragots de café du commerce, etc.)
- l'influence de l'organisation politique

bourgeoise et petite-bourgeoise, au travers de leurs militants, au sein de la classe ouvrière.

- La longue lutte économique et syndicale menée dans le cadre du capitalisme dans sa période ascendante qui a créé une couche privilégiée au sein du prolétariat imprégnée de l'idéologie bourgeoise et qui maintient les travailleurs sous la domination organisationnelle, politique et idéologique de celle-ci.

IL n'y a pas de formule magique pour lutter contre l'idéologie bourgeoise, sans s'engager dans la lutte quotidienne, la lutte idéologique ne va jamais prendre de l'ampleur. Ainsi : quand on insiste pour amener des travailleurs à participer à une manifestation, qu'elle soit nationale ou non, mais qui n'est pas directement liée aux problèmes dans l'entreprise, on peut être critiqué par les camarades. Certains jugent cela comme un « hobby ou une maladie ». Mais quand les lois des Macron et Rebsamen contre la classe ouvrière ont été votées cela nous a donné l'opportunité d'expliquer aux travailleurs la position de classe du gouvernement et de celle de la bourgeoisie. Ce sont de tels événements qui permettent aux travailleurs de comprendre leur erreur.

Toujours dans le même domaine, il faut créer des formes et des moyens collectifs pour former les travailleurs : assemblée générale, formation syndicale et politique, rédaction de tracts au sein de l'entreprise... Il s'agit d'entrer dans le concret. Certaines expériences ont démontré que la diffusion de tracts de la CGT nationale ne dérange pas beaucoup la direction de l'entreprise. C'est un peu comme lorsqu'on attaque l'impérialisme des USA qui n'est pas là chez nous ! Par contre, lorsque l'on fait un tract qui dénonce ce qui se passe dans l'entreprise, à la fois cela dérange beaucoup plus le patron et cela forme les ouvriers, tout en jouant un rôle mobilisateur. Pour un communiste, le travail syndical n'est pas le but final ni du temps perdu, c'est une forme de travail pour développer la lutte et se former dans la lutte.

La meilleure façon de former la conscience de classe, c'est la lutte et avec un moyen qui n'est pas dépassé: la Grève.

Ce qui manque aujourd'hui c'est un travail de base qui corresponde à la nouvelle situation

économique et sociale, en particulier face à la restructuration du capitalisme, la flexibilité, la mobilité, la précarité, la sous-traitance et l'ensemble des dispositifs dits de « mondialisation ».

Les anciennes formes et modes d'action ne permettent pas d'entraîner dans la lutte la majorité des prolétaires divisées en titulaire, sous-traitants, détachés, intérimaires. Cela crée des difficultés et une rupture des organisations syndicales avec la classe. Le rôle des communistes ce n'est ni de faire un constat, ni de simplement de critiquer les autres : leur premier devoir, à partir des moyens existants, c'est de travailler essentiellement au sein de la classe. Comme à l'époque du Komintern qui donnait les directives telles que celle-ci :

« Nous devons déclarer de la façon la plus catégorique que l'ouvrier communiste, l'ouvrier révolutionnaire qui n'adhère pas au syndicat de masse de sa profession, qui ne lutte pas pour transformer le syndicat réformiste en une véritable organisation syndicale de classe, qui ne lutte pas pour l'unité du mouvement syndical sur la base de la lutte de classe, cet ouvrier communiste, cet ouvrier révolutionnaire ne s'acquiesce pas de son premier devoir prolétarien. » -7e congrès de l'internationale communiste », Dimitrov, Œuvres choisies, page.91,1952-

Sans tomber dans le mécanisme et le schématisme, les directives de l'Internationale Communiste restent valables aujourd'hui. Si on veut organiser la classe, comment, avec quels moyens, avec qui, etc..., depuis de nombreuses années dans le monde entier l'expérience a montré qu'aucune lutte ne saurait être organisée simplement en donnant une directive. Sans avoir une organisation politique, le Parti Communiste, la classe ouvrière ne peut pas s'organiser indépendamment de la bourgeoisie. La lutte spontanée reste dans le cadre d'une société bourgeoise où la victoire n'est que provisoire. Sans avoir de militants communistes au sein de la classe et bien qu'elle apporte énormément de choses par son mouvement spontané. Seule une organisation communiste capable « d'organiser la classe » peut nous mener au succès.

Si l'on n'a pas cette organisation aucune accumulation durable d'une force politique révolutionnaire n'est possible. Pour ne pas en rester au niveau d'un mouvement spontané, il faut

avoir une organisation politique qui crée le lien politique et physique. Nous avons déjà écrit dans « La Voix des Communistes » à plusieurs reprises que le travail au sein de la classe n'est pas seulement mené sur le lieu de tra-vail. Il y a également le quartier. Les communistes se sont-ils engagés dans cette voie ? Pas vraiment jusqu'ici. Qu'est-ce qu'on peut faire ? Dans le quartier, à part une poignée de lumpen prolétaires, il y a des chômeurs et des jeunes qui viennent de quitter l'école sans aucune issue de pouvoir obtenir de travail.

La vague de dépolitisation connue depuis les années quatre-vingt commence à être analysée par le mouvement ouvrier mais cela reste encore faible. Il n'y a pas assez de prise en compte de l'aspect politique dans le travail syndical. Une remise en cause de « l'apolitisme » syndical est en train de se développer, ces deux dernières années, sous l'effet des attaques de la bourgeoisie, au travers de lois relatives au Code du travail, de l'État d'urgence, la crise, la guerre, etc... Mais on est très loin d'un saut qualitatif. Il faut élargir l'intervention de nos militants au sein des débats publics qui se développent : à la fois pour disposer d'information mais aussi en tant miroir pour connaître le degré de conscience de classe. Évidemment, il faut bien choisir la cible au moyen d'un échange collectif et en se partageant les tâches.

Lutter sans avoir une perspective anti-capitaliste, c'est possible. De nombreux exemples existent. Mais les résultats et victoires obtenus par la lutte sont limités. Même avec les victoires, les mouvements ne s'inscrivent pas dans la durée, faute de manque de conscience politique (liée au défaut d'une organisation politique reconnue par la classe). Les attaques du gouvernement sont une belle occasion de montrer les limites de la lutte économique :

« Or, l'une des conditions essentielles de l'extension nécessaire de l'agitation politique, c'est d'organiser des révélations politiques dans tous les domaines. Seules ces révélations peuvent former la conscience politique et susciter l'activité révolutionnaire des masses. »

« Que Faire ? » Lénine

La classe ouvrière n'a pas confiance dans les organisations politiques.

Pourquoi ? Pour un certain nombre de raisons suivantes :

- La propagande anti-organisation de la bourgeoisie est forte. Ainsi, la bourgeoisie est sûre d'éloigner d'elle tout danger de réaction de classe auquel elle aurait à s'affronter. Quand l'idéologie bourgeoisie est dominante, parfois la lutte contre l'esprit tordu chez les ouvriers est beaucoup plus difficile qu'une riposte face à une agression ou à la répression du patronat : c'est cela, le capitalisme, le prototype de la société capitaliste. Si le travailleur nous suivait au moyen d'un simple slogan et de l'agitation, ce serait facile.

- Une petite partie de la classe est organisée dans diverses organisations mais elles sont minoritaires dans le paysage politique. Il existe une forte division idéologique et politique. On peut y voir l'influence importante de la petite-bourgeoise au sein de la classe ouvrière.

- Il y a aussi un courant contestataire qui n'a pas confiance en la classe ouvrière.

- L'influence du réformisme et gauchisme-anarchiste (aventuriers). Ces deux formes se rejoignent dans la spontanéité. Elles ont en commun de ne pas chercher à créer un rapport de force pour le long terme qui assure la continuité du mouvement.

- Le manque de confiance en tant que classe est lié à des événements comme la destruction du mouvement communiste international, la déviation du mouvement révolutionnaire...

La domination idéologique de la bourgeoisie lui permet de fixer l'ordre et le "jeu" politique du pays entre les forces réactionnaires. Il nous faut clarifier les positions de chaque force politique et quel sont les intérêts en jeu pour chaque classe ou fraction de classe, à travers tous les types d'évènements tels que ceux : d'Air France, de Charlie, du 13 novembre 2015, de la guerre, de la Palestine...Par exemple le mode de pensée de la petite-bourgeoise se manifeste notamment au travers des qualifications suivantes :« les positions des gens », « la communauté », la «catégorie », « les jeunes », « les vieux », « la

région », « le genre », etc. Le caractère de classe est dilué, estompé. Le rôle des communistes est à la fois de montrer ce caractère pour en combattre l'influence dans la classe et d'accumuler des forces pour être à la hauteur du travail nécessaire.

Dans l'état actuel des forces communistes, quel travail peut-on envisager ?

Le travail syndical prend-t-il beaucoup de temps aux camarades qui y sont engagés ? Oui, parfois, il y a de lourdes tâches. Que proposons-nous ? Aujourd'hui les communistes n'ont pas à leur disposition une organisation de révolutionnaires professionnels. Nous travaillons avec des méthodes d'amateur. C'est notre réalité. Nous sommes obligés de le reconnaître. Mais alors, comment sortir de l'amateurisme ? Mutualiser notre énergie, mobiliser l'énergie de camarades au même moment et la coordonner. La question de la « vague » réactionnaire et le lien avec le Front National.

La question qui est posée : ce n'est pas que le FN mais l'ensemble de la société impérialiste qui est touchée. Dans la concurrence internationale et la crise, la bourgeoisie n'a pas d'autre choix que la politique ultraréactionnaire. La bourgeoisie même n'a pas besoin d'un régime fasciste, elle a besoin d'un autre fonctionnement qui signifie : des lois sécuritaires, la réforme du Code du travail, la restructuration étatique (région).

Les conflits inter impérialistes et la peur de ne pas contrôler la situation poussent la bourgeoisie à ces mesures. Sur l'ensemble du plan international, le conflit inter impérialiste devient plus en plus aigu. Nous devons être attentifs aux développements des conflits inter impérialistes et savoir analyser leurs caractéristiques et leurs conséquences.

Un dernier point, la question des élections et l'influence au sein de la classe. La bourgeoisie tente de culpabiliser la classe ouvrière qui favoriserait le « FN », pour certains, cette dernière serait la base du populisme ou du fascisme. La classe ouvrière n'est pas la base sociale principale du FN, quoiqu' en disent les enquêtes publiques qui tordent la réalité, et même si une partie de la classe ouvrière non organisée politiquement et son manque de conscience peuvent l'amener à se tromper.

Il s'agit, en fait d'une tentative d'effacer les clivages de classe. Car la société capitaliste est dans une crise grave : elle n'est pas dans la prospérité, elle est loin de la paix et elle est loin de maîtriser la nouvelle situation.

Face à tous ces événements, comme le disait Rosa Luxemburg : tous les grands problèmes politiques se résolvent par la force politique.

Pour conquérir une telle force politique, quelle est notre politique ? Voilà notre tâche immédiate ! Il s'agit de la première question à éclaircir.

- la tactique de développement d'une organisation communiste reconnue par la classe.

- la conduite d'une politique syndicale révolutionnaire au sein de la classe.

- la politique d'alliance et la tactique quotidienne: nos relations avec les autres forces sur le terrain, sur le plan politique.

Pour avoir une bonne tactique et un plan politique, il nous faut avoir une formation en économie politique pour comprendre le capitalisme, ses difficultés, les forces qui s'affrontent et celles peuvent y mettre fin.

« Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir. L'impérialisme est le prélude de la révolution sociale du prolétariat. Cela s'est confirmé, depuis 1917, à l'échelle mondiale. »

Ce débat doit être mené avec les communistes en France et aussi au sein de la classe ouvrière avec nos propres moyens. Le travail au sein de la classe, pour nous, c'est vital. Nous ne pouvons pas attendre de finaliser toutes les tâches théoriques et politiques pour travailler au sein de la classe ouvrière. Et notre petite expérience montre qu'on peut avancer dans la lutte même si elle reste partielle. Et sans cette lutte, il ne peut pas y avoir de prise de conscience de la classe.

Le Front National et la question du fascisme ou de la fascisation

À chaque élection, les progrès du FN jettent la panique dans les rangs de la gauche réformiste et dans ceux des mouvances « révolutionnaires » y compris certaines qui se réclament du marxisme-léninisme. La fascisation et le fascisme qui en serait l'aboutissement deviennent leur cible principale qui les amène à se ranger derrière le PS ou la droite pour y faire barrage.

Qu'en est-il de ce « danger » ?

Le FN est une pièce nécessaire au bon fonctionnement du mécanisme (du jeu) électoral bourgeois dans les conditions d'un rejet des partis de droite et de gauche démasqués et usés par des dizaines d'années de rotation dans la gestion du pouvoir politique, et de l'inexistence d'un mouvement ouvrier révolutionnaire.

Fonctions du FN dans ce contexte

- 1) Servir de repoussoir pour ramener les « démocrates » vers les partis « républicains » classiques de droite ou de gauche. Ce rôle est assumé avec efficacité depuis des dizaines d'années.
- 2) Servir de déversoir en canalisant le mécontentement populaire pour l'écarter de la reconstruction d'un mouvement populaire et ouvrier anticapitaliste. Pour diviser la classe ouvrière, le FN utilise la démagogie populiste du racisme, de la xénophobie, du nationalisme et du chauvinisme comme réponse à la misère et au chômage.
- 3) Précéder, inspirer et encourager par la surenchère sécuritaire les dérives droitières et autoritaires d'atteinte aux libertés pratiquées par les partis de la gauche et de la droite classiques qui alternent à la gestion du pouvoir politique.

À propos du concept de fascisation.

Ce concept est principalement porté par la petite bourgeoisie intellectuelle réformiste ou révolutionnariste. Associé aux mots d'ordre de lutte pour la défense des libertés (démocratiques républicaines bourgeoises), il exprime pour les premiers (les réformistes) la peur d'une limitation de leurs libertés individualistes égoïstes (bobos anarchisants) et pour les seconds (« les révolutionnaires »), leur mépris ou leur incapacité à s'intégrer aux luttes et aux tâches politiques du prolétariat.

Pour ces couches de la petite bourgeoisie intellectuelle de gauche ou d'extrême gauche, toute mesure de renforcement de l'appareil d'État est un pas vers le fascisme. Se faire peur en agitant l'épouvantail du fascisme leur tient lieu de ligne et de pratique politique occasionnelle ou permanente. C'est leur manière, depuis des dizaines d'années, de se donner l'illusion d'être à l'avant-garde de la lutte politique. Pourtant, de fascisation en fascisation, la démocratie bourgeoise n'a toujours pas accouché du monstre. Grâce à leur vigilance républicaine et à leurs « luttes » ? Ou parce que la bourgeoisie n'en a pas jugé la nécessité ?

Qu'est-ce que le fascisme

Mais d'abord, qu'est-ce que la démocratie et la république bourgeoises ?

La république démocratique bourgeoise est pour les marxistes, une forme politique de la dictature de la bourgeoisie capitaliste sur le prolétariat et d'autres couches populaires. L'apparence est démocratique, mais l'essence est la dictature de la classe capitaliste. Cette forme se caractérise par un certain nombre de droits et de mécanismes qu'on peut regrouper dans le concept de libertés démocratiques. L'exercice de ces droits permet aux travailleurs de développer des activités sociales et politiques dans un contexte légal, donc sans être soumis en principe à la violence physique arbitraire de leurs ennemis de classe. Cette forme donne des possibilités au mouvement ouvrier pour développer ses activités. Il est juste de profiter de ces possibilités et de lutter pour les conserver.

QUOIQUE... La loi protège, certes, mais elle limite, également. Elle interdit en particulier le renversement du système économique capitaliste. Elle limite par la Constitution et par les lois les actes qui remettraient en cause ce système, son fonctionnement, et encore plus, son existence. Tout dépassement de cette ligne rouge entraîne la mise en branle de l'appareil d'État : police, tribunaux, armée. Pour autant, le système politique démocratique bourgeois n'est pas remis en cause. L'histoire de la 4e et de la Ve République fournit de nombreux exemples de ce mécanisme politique de la république démocratique bourgeoise, sans que les mesures répressives de l'État ne conduisent au fascisme, à l'issue d'un processus de « fascisation ».

L'intervention de l'armée pour mater la grève des mineurs du Nord pas de Calais en 1948, l'emprisonnement et le licenciement des chefs syndicaux en est l'illustration. La répression et l'atteinte aux libertés sont une pratique courante de la république démocratique bourgeoise. Sans qu'il y ait forcément un « processus de fascisation ». (ex : l'Etat d'urgence : Fascisation ou test politique sur l'état d'esprit des masses ?)

Tant que l'ordre bourgeois n'est pas menacé dans son existence, la démocratie bourgeoise est la meilleure forme de domination du capital. Le fascisme constitue une autre forme de la dictature du capital, dictée par les circonstances, quand la démocratie n'est plus capable d'assurer l'ordre bourgeois.

Ses caractéristiques ont été définies par l'Internationale Communiste comme la dictature terroriste de l'État monopoliste, la liquidation de tous les ornements de la démocratie bourgeoise. Pratiquement : Un chef (Duce, Führer, Caudillo...) Un parti unique fasciste, interdiction des autres partis, interdiction des syndicats de classe, arrestation, internement et liquidation physique des dirigeants ouvriers et autres démocrates. Le fascisme a été établi selon des scénarios divers : victoire électorale associée à la violence de masse du parti fasciste (Italie, Allemagne), putsch (Chili, guerre civile (Espagne)...

Des courants démocrates et révolutionnaristes petits bourgeois, y compris des groupes qui se réclament du marxisme-léninisme ou du maoïsme pensent que le fascisme est préparé en France par une succession d'atteintes aux droits démocratiques bourgeois réalisés par des gouvernements de droite et pour certains, de gauche (Hollande, Valls). Il s'établirait légalement par une victoire électorale du FN. Certains parlent d'un fascisme moderne déjà à l'œuvre. Qu'en est-il ?

1) Les conditions qui rendent nécessaire le recours à la dictature terroriste de la bourgeoisie monopoliste existent-elles ? Elles ne le sont ni aujourd'hui, ni à portée de vue. La grande majorité de la population, y compris les masses populaires est soumise à l'idéologie bourgeoise sous de multiples formes, et seule une minorité militante communiste combat effectivement le capital. Nul besoin de la terreur pour que la bourgeoisie continue à dominer !

2) Alors certains parlent d'un fascisme moderne.

Ce serait la violence idéologique pratiquée par le pouvoir politique et les médias bourgeois. C'est confondre à des fins propagandistiques et agitateurs la violence idéologique, active dans toute démocratie bourgeoise et la violence terroriste caractéristique du fascisme.

Le FN parti fasciste à la porte du pouvoir ?
Tel n'est pas notre avis.

Le FN est-il un parti fasciste ?

Il en possède sans aucun doute quelques attributs. À ses origines, il s'est créé avec de véritables fascistes, tortionnaires et génocidaires coloniaux, membres de l'OAS et autres services occultes de l'État. Son nationalisme réactionnaire, sa xénophobie, sa haine du mouvement ouvrier anticapitaliste, son anticommunisme, il les partage avec d'autres partis d'extrême droite, fascistes ou ouvertement fascistes actuels ou passés en France et dans le monde.

Cependant, son organisation et ses méthodes ne sont pas celles d'un parti fasciste. Le FN est un parti d'extrême droite, ultra-réactionnaire. Ce parti a pour but d'accéder pacifiquement, électoralement, à la gouvernance de la société capitaliste française.

Son problème, c'est que dans les conditions de la faiblesse du mouvement ouvrier anticapitaliste, la bourgeoisie n'a pas besoin de lui. Hollande, Sarkozy et leurs partis font très bien l'affaire ! Pire (pour lui), ses propositions économiques sont contraires aux intérêts des monopoles français. (voir la campagne de Gattaz et du MEDEF pour l'écartier des conseils régionaux). De plus, le système électoral de la Ve République ne lui laisse qu'une chance minime d'accéder au pouvoir gouvernemental. La peur panique du FN qui entraîne à soutenir d'autres partis bourgeois n'est pas justifiée.

Pour autant, le FN est un parti dangereux et nocif au prolétariat. Il répand son venin dans le peuple. En jouant ce rôle dans l'arène politique de la démocratie bourgeoise il est la troisième corde de l'arc de la dictature du capital. C'est comme tel qu'il faut le combattre.

Camile Deroubaix

Anti-impérialisme en trompe-l'oeil le cas du Venezuela

Les proclamations verbales ne suffisent pas pour changer la réalité

Hugo Chávez, en février 2012¹ : "Je [...] suis radicalement de gauche, radicalement socialiste, radicalement révolutionnaire, radicalement antiimpérialiste, [...]." Supposons que Chávez était animé de sincères aspirations à soustraire le Venezuela à l'emprise de l'impérialisme. Néanmoins il faut rester conscient du fait que les paroles, même suivies d'actes, peuvent renfermer une signification différente de celle qu'elles dénotent en surface. La situation des militants de gauche en France comporte des facteurs susceptibles de favoriser un emballement vis-à-vis de toutes sortes de discours paraissant radicaux si l'on n'analyse pas leur portée réelle. Est en cause en premier lieu la position d'observateur, extérieur et lointain, mais aussi le caractère de classe de certains milieux petit-bourgeois tels que ceux qui se focalisent sur des aspects secondaires par rapport à la lutte de classe du prolétariat (anti-mondialisme, zapatisme, etc.).

Le fait est que le chemin de toute lutte passe non seulement par des victoires, mais aussi des défaites momentanées. Or, le besoin subjectif d'entretenir un sentiment d'espoir tend à fausser la perception de la réalité. Une réaction répandue de la part de militants qui manquent de détermination et reportent leurs espoirs sur d'autres à la manière de spectateurs en tribune suivant avec passion les combats dans l'arène consiste à escamoter le cas échéant les échecs lorsque ceux-ci touchent des batailles qui se produisent ailleurs et dont ces partisans solidaires voudraient qu'elles leur prouvent à eux l'utilité de lutter. Indirectement c'est vrai également face à un échec admis comme tel: souvent la méthode pour ne pas en mesurer la signification consiste à nier les facteurs de faiblesse propres à tel ou tel mouvement luttant contre la domination capitaliste, et à invoquer la supposée immensité de la force et de la méchanceté de l'ennemi.

La société vénézuélienne depuis l'élection de Chávez

Au-delà des aspects partiels, il faut souligner certaines caractéristiques fondamentales, intégrées dans un système global cohérent.

Premièrement, malgré les schémas convenus supposés s'appliquer à l'économie "socialiste" vénézuélienne, la place du secteur d'état n'est nullement prépondérante. En outre, bien que l'exploitation pétrolière engendre un flux entrant considérable de devises, ces sommes en grande partie ne font que transiter, en empruntant un circuit lucratif pour les entrepreneurs et autres intervenants du secteur privé. Ce mécanisme implique en même temps un manque de production réelle de biens, donc hausse des prix; par ailleurs dans ce contexte, les dépenses publiques contribuent également à la tendance inflationniste.

Deuxièmement, cette constellation entre secteur privé et secteur publique ne sera pas affectée substantiellement dans le cadre du régime "bolivarien", puisque que depuis le point de départ et invariablement par la suite, celui-ci adopte explicitement comme principe de maintenir les mécanismes de l'économie capitaliste.

Troisièmement, et en cohérence avec le point précédent, les mesures prises par le gouvernement pour élargir le poids du secteur "socialiste" respectent strictement la nécessité d'éviter la rupture avec les forces capitalistes environnantes. La nature intrinsèque des entreprises relevant de l'économie capitaliste n'est nullement remise en cause en tant que telle, y compris en ce qui concerne l'extérieur. Quand des mesures de nationalisation ou expropriation sont déclenchées, le gouvernement, dans la motivation mise en avant et la propagande justificative déployée, s'abrite toujours derrière des arguments formels accusant les

employeurs visés de ne pas respecter les lois, d'être des spéculateurs, fraudeurs, saboteurs.

À l'instar de sa position à l'égard de la bourgeoisie du pays, le régime ne remet pas en question, dans son principe, le recours à l'investissement extérieur. Le corolaire inévitable de cette volonté, c'est qu'en cas de nationalisation ou expropriation touchant des entreprises étrangères, le gouvernement cherche à procéder le plus possible moyennant des règlements négociés. Sauf exception, l'intégration d'entreprises dans le secteur public se fait par rachat, avec accord parfois laborieux à atteindre, il est vrai sur le montant du prix.

Quatrièmement, pour masquer le caractère capitaliste du secteur d'état, le régime implémente la méthode de l'autogestion. Il met en avant le concept d'"entreprise de production sociale", au sujet duquel est stipulé que "les travailleurs s'approprient l'excédent économique qui en résulte, qui sera réparti en proportion de la quantité de travail apportée"².

La prétention du régime n'est pas de soumettre l'ensemble de l'économie du pays à ce schéma. Il le conçoit comme une forme d'organisation d'avant-garde destinée à jouer un rôle de pilier et de moteur de l'économie au cours de la période de "transition" vers le "socialisme". Sa mise en pratique est déployée par fragments, en bonne partie à partir de petites unités de caractère artisanal ou de microentreprises familiales, ainsi que des unités "récupérées" après faillite ou abandon de la part de leurs propriétaires antérieures. La fonction principale du concept est de servir d'élément dans le cadre de la propagande visant à inculquer aux travailleurs la croyance qu'ils pourraient ainsi s'extraire du sort de l'exploitation capitaliste.

Cinquièmement, et en résumé, on est en présence d'un régime bourgeois dont la classe capitaliste, dominante, ne se distingue guère de celle des périodes antérieures. Le secteur pétrolier, déjà à prédominance public avant l'élection de Chávez, formait bien sûr l'enjeu primordial. Pour l'essentiel, le changement dans ce domaine s'est effectué, au sein de la classe capitaliste, par le remplacement d'un groupe d'individus par un autre. Pour le reste de l'économie, il n'y a pas eu de substitution de profondeur comparable. Mais la prise en main de l'entreprise publique PdVSA s'est indirectement répercutée sur les autres secteurs, puisque de nombreux postes d'administration centraux dans des fonctions

variées ont été attribués à des personnages venant des cercles autour de Chávez. Il s'est néanmoins produit une incursion non négligeable dans le secteur bancaire, opérée par le biais de l'acquisition, en 2008, de la Banco de Venezuela. Globalement, l'activité bancaire publique compte pour environ 30 % du secteur.

Stratégiquement, le régime s'efforce de développer certains leviers considérés comme clés. C'est le cas dans le secteur agroalimentaire, mais les réalisations sont marginales. C'est vrai également pour l'industrie manufacturière. Cependant dans ce dernier domaine, l'intervention publique revêt des aspects particuliers. Il s'agit en bonne partie de création d'entreprises en coopération avec des pays auxquels le régime cherche à s'allier au niveau international, dont la Chine et aussi l'Iran. Qui plus est, ces coopérations impliquent dans une certaine mesure l'armée. Cela contribue à consolider les positions des militaires au sein de la fraction de la bourgeoisie liée au gouvernement.

Parallèlement, par rapport à la structure de l'économie d'avant l'instauration du régime "bolivarien", la continuité reste intacte, à quelques inflexions près. Dans l'ensemble, le degré de développement est traditionnellement faible, mais divers pôles de production industrielle existent. Ils relèvent en grande partie de l'investissement étranger, mais pas exclusivement. Pour ce qui est des capitalistes locaux, certains sont hostiles au régime, d'autres nullement "chavistes" pour autant choisissent de pactiser avec lui.

Un régime à court de fausses excuses

En l'état actuel des choses, au Venezuela, les grandes masses de la population sont exposées à des facteurs considérables de dégradation des conditions économiques et sociales. À cet égard également, l'appréciation de la réalité peut conduire dans deux directions différentes. Dans le prolongement de l'approche décrite plus haut, se manifeste un type d'argumentation qui ne met pas en doute la pertinence de l'orientation suivie par le régime "bolivarien", mais impute les difficultés que rencontre celui-ci à l'oeuvre d'immixtion, obstruction, sabotage, intervention putschiste de la part des USA en collusion avec certaines forces économique-politiques à l'intérieur du pays.

Pour ce qui est du régime "bolivarien" lui-même, son point de départ a été une société capitaliste intégrée dans le système impérialiste mondial. Depuis, il n'a fait que jongler avec les éléments de cette réalité, pour tenter de maintenir d'un côté l'illusion du "socialisme" censé avoir pour objectif le bonheur des masses populaires, et de garder en même temps le soutien de forces de classe incarnant les rapports de production capitalistes. Dans un premier temps, les tentatives de déstabilisation dont le régime était la cible accordaient à celui-ci un certain répit. S'abritant derrière l'urgence immédiate des batailles politiques, il pouvait contourner temporairement la nécessité de mettre concrètement à l'épreuve, sur le plan économique, les remèdes qu'il faisait miroiter. Ensuite, à partir de 2005, pour parer aux doutes qui pouvaient s'installer au sein des masses populaires au sujet de l'efficacité de l'orientation suivie, le gouvernement s'est efforcé de faire montre d'actions plus tranchantes, notamment en termes de mainmise de l'état sur des éléments de l'économie. Puis, nouveau faux-fuyant; Chávez déclare³ : "Je suis obligé de réduire la vitesse de marche. J'en suis venu à imprimer à la marche une vitesse ayant au-delà des capacités ou possibilités du collectif; [...]. Les avant-gardes ne peuvent pas se détacher de la masse." L'épisode le plus récent de ce jeu de cachecache est l'accusation adressée à l'opposition de mener une "guerre économique"⁴ ayant pour objectif de renverser le régime.

Cette interprétation prétend que les difficultés économiques seraient provoquées intentionnellement, artificiellement, par des saboteurs. Or, l'inflation, la pénurie, etc. sont des conséquences naturelles des mécanismes capitalistes telle que le régime les implémente. Parmi les aspects qui peuvent sembler accréditer l'affirmation que le régime "bolivarien" serait antiimpérialiste on trouve l'attitude à l'égard du Venezuela adoptée par les USA. Il est certain que George Bush, puis Barack Obama ont appliqué et appliquent une politique à divers degrés hostile, visant à remettre en selle des forces politiques plus traditionnelles. Les ressources pétrolières constituent la pomme de discorde principale, et les vellétés d'autonomie du régime en la matière, en particulier l'alliance avec l'Iran, contrarient fortement les USA. Mais tenter de tirer meilleur bénéfice du pétrole dans le cadre d'une politique qui, effectivement, refuse

de se fixer comme l'objectif premier celui de satisfaire les desideratas de l'impérialisme américain cela ne constitue pas en soi une position antiimpérialiste au vrai sens du terme. Il y a des frictions, chacune des parties joue des muscles, dans les limites de ses forces ou de ce qu'elle juge comme convenable à un moment donné. L'asymétrie est certes évidente, mais le régime "bolivarien" ne s'est absolument pas dégagé de son insertion dans le système impérialiste mondial. Bien au contraire, pour se soustraire à une dépendance unilatérale vis-à-vis de ce qu'il appelle "l'Empire", il s'efforce de créer et de renforcer des liens avec d'autres grandes puissances la Chine, la Russie de façon à créer une constellation géopolitique favorable, susceptible de lui ouvrir ainsi une certaine marge de manoeuvre.

Depuis ses origines, le régime "bolivarien" est accompagné par diverses forces politiques, qui le soutiennent, le courtisent, en tirent bénéfice, tout en maintenant à différents degrés une distance, une indépendance critique. Le principe allégué est que, vue la popularité dont jouit Chávez, on ne peut pas se confronter ouvertement à lui ni au "chavisme" en général, il faut le soutenir, et le pousser à radicaliser son orientation. La signification réelle de cette attitude a été de masquer aux yeux de la population les défaillances du régime, de figer celui-ci dans sa position frauduleuse et de lui permettre de canaliser la pression qui s'accumulait. Au point où en sont les choses, les discours sur la "radicalisation du processus" tournent à l'absurde, au ridicule.

Au fond, la détermination "révolutionnaire" apparente du "chavisme" a pour effet ou plutôt pour objectif de bloquer toute velléité de développer une réflexion critique autre que celle façonnée par le régime, et qui aboutirait à remettre en cause la pertinence de la conception "bolivarienne" du changement de société.

L'alternative: économie capitaliste intégrée dans le système impérialiste mondial ou révolution socialiste jusqu'au bout.

L'état actuel de la société vénézuélienne est le résultat de la politique du régime "bolivarien", empêtré dans les contradictions et incohérences inhérentes à une orientation à double fond: prétendre construire le socialisme "petit bout

par petit bout", tout en s'appuyant sur des fractions de la bourgeoisie, autant nationale qu'internationale, en leur garantissant des positions qui, loin d'être accessoires, mettent le régime à la merci de la classe capitaliste. À cet égard il convient de formuler quelques remarques au sujet de la question des indemnisations en cas de nationalisation d'entreprises étrangères. Le cout global en la matière se chiffre en milliards de dollars, plus de 10 milliards selon des indications estimatives.

Le gouvernement adopte parfois une attitude de négociation préalable, mais souvent les mesures entraînent des réclamations devant les instances internationales d'arbitrage. Il est clair que cette problématique ne peut pas être réglée en déclarant simplement nulle et non avenue une quelconque obligation qui découlerait des traités internationaux ou bilatéraux souscrits à un moment ou un autre. C'est vrai pour le régime "bolivarien", mais c'est vrai également pour un état de dictature de prolétariat construisant le socialisme authentique. Les forces impérialistes prendront des dispositions et passeront à l'action, en fonction de leur propre vision, en application de leur propre conception du "droit international".

Par ailleurs, en ce qui concerne le maintien d'un prétendu "secteur" capitaliste à l'intérieur du pays, il est instructif de faire une comparaison avec la problématique de la période de la "nouvelle économie politique" qu'a traversée la révolution socialiste en Russie soviétique à ses débuts.

D'abord, concrètement, on voit que dans ce dernier cas, le lien entre le rôle de la production capitaliste et le problème de la pénurie était totalement différent du contexte actuel au Venezuela. La situation alarmante du point de vue de l'approvisionnement en vivres et autres denrées de première nécessité était la conséquence de la guerre de classe au sens le plus direct, que le pouvoir soviétique devait affronter durant les premières années de son existence. Contrairement au Venezuela, la fraction de la classe capitaliste favorisée par la "nouvelle politique économique" en Russie soviétique n'était pas placée dans un circuit qui de façon prolongée lui aurait permis de s'enrichir précisément par des méthodes générant continuellement la pénurie.

Il était donc possible d'avoir recours à ces couches pour stimuler la production des biens concernés, en leur permettant de façon limitée et contrôlée d'engranger des bénéfiques capitalistes.

Mais la différence fondamentale réside dans le fait qu'en Russie soviétique cette orientation était mise en oeuvre sur la base de l'état de dictature du prolétariat instauré par la révolution d'Octobre 1917, et qu'elle ne constituait qu'un élément subordonné à côté du développement à grande échelle de l'économie planifiée socialiste dans les domaines clés du système productif.

La révolution socialiste, instaurant la dictature du prolétariat, n'a pas eu lieu au Venezuela. Elle reste l'objectif premier de la lutte de classe que doit mener la classe ouvrière exploitée, contre la bourgeoisie qui détient le pouvoir. Une telle orientation doit être assumée, propagée et organisée par le parti d'avant-garde du prolétariat, qui dans ce pays reste à créer et à édifier. Les programmes, proclamations, mots d'ordre, divers et variés que font circuler les forces politiques existantes au Venezuela ("approfondir la révolution", "radicaliser notre Révolution", "radicaliser le projet démocratique, qui renferme le projet socialiste", "approfondissement révolutionnaire du processus de changement") ne sont selon les cas que rengaines creuses, mégalomanie ou aveu d'impuissance (parfois les deux à la fois), hypocrisie gênée, tromperie calculée.

Ernest

1 http://minci.gob.ve/wp-content/uploads/downloads/2012/06/radicalmente_bolivarianoweb20120216-0732.pdf

2 "Projet national Simón Bolívar - Premier Plan socialiste", 2007. <http://www.psuv.org.ve/wp-content/uploads/2011/03/Proyecto-Nacional-Simón-Bolívar.pdf>

3 <http://www.aporrea.org/actualidad/n107107.html>

4 <http://www.aporrea.org/actualidad/n107107.html>

La fabrique d'un monstre : l'État Islamique

Les attentats à Paris du 13 novembre ont été l'occasion pour les médias bourgeois de servir au peuple un de ces récits édifiants comme seuls ils en ont le secret.

Ainsi une « horde de terroristes barbares » a semé la mort en plein Paris au nom d'un islam fondamentaliste et conquérant (présenté comme un danger aussi virulent que le nazisme), déclenchant une guerre inévitabile contre la civilisation occidentale et la démocratie dont la France serait le pays emblématique. Ces obscurantistes ont voulu frapper une société « tolérante », « libre », « émancipée », où règne le « bon vivre » car ils ne supporteraient pas notre bonheur d'être français !

Mais le bon peuple pouvait dormir sur ses deux oreilles sereines car notre courageux gouvernement, ivre de Marseillaise et de chants patriotiques, allait partir en croisade contre ces obscurantistes et les détruire pour le bien de l'humanité.

Bien entendu ce récit ubuesque se révèle être une farce et un mensonge éhontés. Aucune explication un tant soit peu sérieuse sur les raisons qui ont amené à ce carnage n'a été avancée par les médias à la solde de la bourgeoisie. Tout fut orchestré pour présenter les mesures de répression gouvernementales (l'État d'urgence) comme les seules valables et incontournables. Les errements de la politique étrangère française furent balayés d'un revers de la main pour laisser place à un discours guerrier et chauvin.

Pourtant la réalité est tout autre et se montre implacable. La responsabilité du gouvernement français actuel, de la bourgeoisie en règle générale, est accablante dans la naissance et l'émergence du groupe État Islamique (EI) en Irak et en Syrie.

C'est dans l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 que l'organisation connue au-

jourd'hui sous le nom d'État islamique trouve ses racines.

Le Jordanien Abou Moussab Al-Zarqaoui en est à l'origine (en octobre 2004 il fait allégeance à Ben Laden et son groupe devient Al-Qaïda en Mésopotamie) lorsqu'il réunit des combattants venus lutter dans le pays. Il faut noter que l'émergence de ces groupes djihadistes en Irak est le résultat désastreux de l'invasion américaine de ce pays qui, jusqu'à cette date, n'abritait pas d'organisations terroristes sur son sol (au contraire des affirmations mensongères sur le supposé appui du régime de Saddam Hussein à Al-Qaïda).

Un pays ruiné, une population privée des moyens de première nécessité (eau, électricité, médicaments..., un climat de guerre civile encouragé par les autorités d'occupation américaines (exploitation des divisions entre sunnites, chiites et kurdes) ; tous les ingrédients étaient en place pour faire prospérer les groupes fondamentalistes.

l'armée de Saddam Hussein en mai 2003 va faire disparaître dans la « nature » des centaines de milliers de soldats expérimentés, sunnites pour la plupart, avec armes et bagages, fournissant ainsi des recrues de choix et un encadrement de qualité aux multiples groupes armés qui commencent à pulluler. Dans le chaos irakien le groupe de Zarqaoui va se distinguer par des actions spectaculaires et sanglantes et devenir un des principaux groupes armés du pays, luttant à la fois contre l'occupation américaine mais surtout contre les chiites, perçus comme des alliés des Américains.

En effet ce groupe poursuit une stratégie particulière, à savoir s'imposer comme l'organisation fédératrice de toutes les mouvances sunnites en lutte contre le pouvoir central de Bagdad. À cet effet il s'offre les services de nombreux chefs tribaux locaux et cherche à s'enraciner dans le paysage

irakien et de dépasser l'image, largement véhiculée dans les médias américains, d'une organisation djihadiste hors sol, uniquement composée d'étrangers.

C'est précisément cette logique qui préside à la création de l'État islamique en Irak (EII), fondé en octobre 2006. Résultant d'une alliance entre Al-Qaida en Mésopotamie et d'autres groupes djihadistes locaux, la nouvelle structure accorde une place plus importante aux Irakiens qu'aux djihadistes étrangers et comporte des institutions chargées de gouverner cet embryon d'état confessionnel. Devenant un réel danger pour le gouvernement fantoche et collaborateur de Bagdad, il est désormais la cible prioritaire des Américains qui concentrent leurs forces pour le réduire. Grâce à une politique de clientélisation de groupes armés sunnites, les forces occupantes parviennent à retourner la situation et l'EII disparaît quasiment, privé de tout soutien local, de la scène irakienne à partir de 2009. L'histoire pourrait s'arrêter là mais le groupe terroriste va connaître un second souffle avec l'arrivée à sa tête de l'irakien Abou Bakr Al-Baghdadi en 2010 et surtout l'éruption du conflit syrien en 2011.

En effet, après avoir mis à genoux l'Irak, le regard de l'impérialisme occidental s'est porté sur une nouvelle cible, à savoir la Syrie de Bachar el Assad et ce pour différentes raisons :

- La Syrie est l'alliée historique de la Russie et de l'Iran, deux pays qui font obstacle aux plans des Occidentaux pour le contrôle du Moyen-Orient. Faire tomber la Syrie c'est priver la Russie de son seul port en Méditerranée pour sa flotte de guerre, affaiblir l'influence de l'Iran dans la région (et donc contenter leurs concurrents saoudiens et qataris) et aussi miner la position du Hezbollah au Liban (et donc faire les affaires de l'État d'Israël).

- En 2010, l'Iran projette de construire un pipeline qui passerait par l'Irak et la Syrie pour acheminer du pétrole et du gaz vers la Méditerranée. Cela redistribuerait les cartes de la production pétrolière dans le golfe. Or

le gaz pour le Qatar, et le pétrole pour l'Arabie Saoudite, c'est vital. Faire tomber le gouvernement syrien devient donc une nécessité pour ces états et explique leur soutien aux groupes djihadistes en Syrie.

L'agression de la Syrie rejoint donc à la fois les buts impérialistes des vieux impérialismes occidentaux (y compris la France) dans le cadre de leur reconquête face aux impérialismes émergents et les motivations des états réactionnaires de la péninsule arabique (Arabie Saoudite en tête) qui veulent préserver leur existence en se servant de l'islam radical (dont ils sont la source) comme un véritable cheval de Troie pour renverser le régime syrien. Profitant des mécontentements de la population syrienne ou les suscitant, les pétromonarchies du golfe, avec le soutien des puissances occidentales, vont fomenter des révoltes à partir de 2011 en s'appuyant sur les groupes fondamentalistes comme les frères musulmans.

Cependant, en dépit des sommes énormes engagées, des efforts déployés pour armer, équiper, former le ramassis de déserteurs, transfuges, mercenaires et étrangers radicalisés qui constituaient « l'opposition syrienne » (la fameuse ASL ou armée syrienne libre) le régime syrien résiste et retourne la situation en sa faveur grâce au soutien de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah mais aussi par le retour dans le rang de certains pans de la société syrienne, inquiets devant la perspective d'une victoire des fondamentalistes islamistes. Il a fallu donc chercher de nouvelles forces, extérieures à la Syrie, pour pouvoir terminer « le travail ».

C'est justement à ce moment que l'EII (qui change de nom en avril 2013 pour devenir l'État islamique en Irak et au Levant, EIIL) est rentré en grâce et a de nouveau bénéficié des largesses des dignitaires saoudiens et qataris qui l'ont largement financé. Le « transfert » de l'EII, groupe irakien sunnite, dans le conflit syrien, faisait partie de la stratégie des impérialistes et de leurs laquais. Elle démontre encore une fois le cynisme de ces prétendus régimes

démocratiques qui combattent le terrorisme en parole, mais qui dans les faits le soutiennent pour servir leurs intérêts. Le financement des groupes terroristes par les pétromonarchies du golfe est un secret de polichinelle et les preuves sont légion.

Un rapport émanant du Congressional Research Service (CRS) fait état du financement de l'État islamique par des donateurs du Golfe, notamment qatari. Le soutien n'est pas que financier, des armes sont aussi livrées directement ou indirectement aux groupes djihadistes. Un rapport d'Amnesty international en date du 8 décembre 2015 montre que l'EII utilise des armes (parfois lourdes comme des systèmes de défense anti-aérien ou des missiles anti-tank) en provenance de 44 pays différents et notamment des USA et de l'Europe, à savoir les pays autoproclamés « ennemis du terrorisme » !

L'EII n'est donc qu'une marionnette entre les mains des impérialistes qui s'en servent pour redessiner la carte du Moyen-Orient à leur avantage. Cependant, comme avec Al-Qaida en son temps, l'enfant monstrueux et caché s'est « rebellé » contre ses géniteurs. En effet, entré avec fracas dans le conflit syrien en 2013 en se taillant un fief autour de Raqqa (tombé en septembre 2013), le groupe terroriste s'auto-proclame État islamique (AI) et se pose en restaurateur du califat.

Faisant main basse sur les champs pétrolifères syriens et sur des stocks d'armes conséquents il devient de moins en dépendant des aides extérieures et s'autonomise progressivement. Profitant du retrait américain d'Irak et de la reprise des troubles internes il refait une apparition sur la scène irakienne, revenant en quelque sorte à son projet initial, celui de la constitution d'un califat sunnite en Irak et la lutte contre les chiites. L'EI « déborde » largement du théâtre syrien qui lui était assigné et s'impose de façon fulgurante comme le maître incontesté d'une large part du pays :

Prise de Falluja en février 2014, de Mossoul en juin 2014...etc. Mettant en déroute la pi-

toyable armée irakienne (au moral aussi chancelant que les forces du Sud Vietnam à une autre époque) les djihadistes font main basse sur un arsenal de guerre et un butin considérable .

Ce succès s'explique par le soutien qu'a pu recueillir l'EI au sein des populations sunnites d'Irak, en révolte ouverte depuis plus d'un an contre le gouvernement central de Bagdad (totalement déconsidéré et vu comme prochiite). Il ne faut pas oublier que de nombreux officiers de l'armée de Saddam Hussein, sunnites pour la plupart, ont rejoint l'EI dès ses origines et dirigent réellement l'organisation comme Samir Abd Muhammad Al-Khelifawi, surnommé HajiBakr, ancien colonel dans les services de renseignement de l'armée de l'air, devenu un « stratège » de l'EI .

À partir de ce moment le monstre a totalement échappé à ses créateurs et devient incontrôlable. Il est désormais à la tête d'un immense territoire à cheval sur l'Irak et la Syrie comptant près de 10 millions d'habitants, dispose d'une armée bien équipée de plus de 20 000 combattants et de ressources financières considérables. Son expansion est telle qu'il menace la survie même de l'État irakien (ainsi que du Kurdistan irakien, chasse gardée des USA) qui, face à la décomposition de son armée, a dû faire appel aux milices chiites (ce qui renforce encore plus le poids de l'Iran dans la région) pour stopper l'avancée de l'EI vers Bagdad.

Les Américains ont compris à partir de cet instant que l'EI devait être endigué et ont commencé leur campagne de bombardement (surtout en Irak) et leur soutien militaire (forces spéciales et instructeurs) aux forces irakiennes et surtout aux Kurdes d'Irak, en première ligne face à l'EI.

Cependant ce revirement ne veut pas dire que les impérialistes ont renoncé pour autant à renverser Bachar el Assad ou souhaitent la destruction totale du groupe EI. L'Arabie Saoudite et le Qatar ont certes officiellement stoppé tout financement à ce groupe mais on ne peut exclure que certains dignitaires de ces pays continuent de les fi-

nancer. Pire ils ne font pratiquement rien pour les combattre militairement. De plus pourquoi combattraient-ils une société qui décapite, lapide, mutile, réduit en esclavage (donc une société qui leur ressemble tant) ? Au contraire ils continuent à aider les groupes djihadistes en Syrie et accordent leurs faveurs désormais à l'« Armée de la Conquête », vaste coalition de groupes salafistes et intégristes, dont une des principales composantes est le Front al Nosra, affilié à Al-Qaida (qui était il y a encore quelques années considéré comme le mal absolu) et ancien allié de l'EI !

Et bien sûr tout cela se fait avec l'assentiment de leurs maîtres états-uniens et européens qui fournissent armes et supports aux « rebelles modérés ». La palme de l'indécence est à remettre à notre ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, qui a osé déclarer que le Front al Nosra faisait « du bon boulot » en Syrie. Rappelons que ce travail bien fait consiste en des décapitations publiques, des massacres, des viols en masse, des attentats à la voiture piégée contre des populations civiles...

Quant à la lutte contre l'Etat islamique, bien loin des discours guerriers des Hollande et Obama, elle s'avère très limitée. Tous les experts militaires savent que des campagnes de bombardements sont inefficaces, seules, à faire plier un ennemi, quel qu'il soit. De plus les actions de la coalition se contentent surtout de juguler l'essor de l'EI en Irak, le temps que les forces irakiennes soient de nouveau opérationnelles. Les offensives récentes des armées irakiennes et Kurdes qui ont permis de reprendre une partie du terrain perdu semblent valider cette stratégie. À l'opposé,

en Syrie, les frappes aériennes se révèlent moins nombreuses voire tout à fait symboliques (sur le plan militaire, pas pour les populations locales). Les Etats-Unis n'hésitant pas à préférer bombarder l'armée syrienne, plutôt que les longues files de camions remplis de pétrole de l'EI qui passent la frontière turque en toute impunité !

En conclusion l'EI semble encore avoir de beaux jours devant lui. Il n'est pas impossible que les impérialistes, en dépit de sa monstruosité, cherchent encore à l'utiliser dans leurs tentatives forcenées de renverser Bachar el Assad. Le vieux projet de partition de l'Irak en 3 entités distinctes et de l'implosion de la Syrie en unités ethnico-religieuses homogènes reste toujours d'actualité dans les états-majors occidentaux.

Néanmoins ils sont obligés de lutter à minima, pour le moment, contre l'EI en Irak pour éviter qu'il ne s'empare de tout le pays et devienne une réelle menace pour l'Arabie Saoudite et pour l'équilibre de toute la région. Il est donc impossible de se ranger, au nom de l'unité nationale, derrière un gouvernement qui a joué pendant des années au pyromane au Moyen-Orient, et qui s'alarme aujourd'hui du danger islamiste parce que certains des pauvres crânes bourrés, qu'il a complaisamment laissés partir en Syrie, reviennent en France pour se faire sauter.

Claude Bordes

retrouver sur www.rocml.org
tous les numéros de



L'IMPERIALISME, SES COMPOSANTES ACTUELLES, LEURS CONTRADICTIONS ET LA POLITIQUE DES COMMUNISTES.

Ces questions agitent depuis de nombreuses années le mouvement communiste qui se réclame du marxisme léninisme. Concrètement, les désaccords portent sur les questions : la Russie et la Chine sont-elles des pays impérialistes ? Faut-il les soutenir dans leurs conflits avec les impérialismes occidentaux US et européens ? Quelle est la nature de leur soutien à certaines luttes de résistance nationale aux impérialismes occidentaux ?

En septembre 2008, le COLLECTIF MILITANT COMMUNISTE (1) a publié dans son bulletin MILITANT COMMUNISTE n° 23-livret 2, une analyse sur cette problématique. En voilà un extrait: « *Pour la plupart des organisations qui s'étiquettent communistes, l'impérialisme étasunien et ses alliés actuels européens sont caractérisés comme « L'impérialisme » (c'est-à-dire le seul !). Et tout pays qui s'y oppose se voit gratifié de toutes les vertus anti-impérialistes. Il y a d'un côté l'impérialisme (l'impérialisme US et l'UE) et de l'autre, les anti-impérialistes (la Russie, la Chine en particulier) (...) Le couple Medvedev-Poutine est du coup considéré comme un défenseur de la paix mondiale qu'il faut soutenir inconditionnellement. Et la Chine, quant à elle, se voit même décerner des diplômes de socialisme ! (...) Ceux-là refusent de voir la réalité en face, de regarder derrière les apparences et d'analyser scientifiquement l'essence des phénomènes.* »

Dans le n° 12 de la VOIX DES COMMUNISTES, nous précisons : « Dans chaque conflit, on trouve les agissements des puissances impérialistes rivales. Les discours de soutien aux peuples tenus par les unes et les autres ne sont que des mensonges destinés à masquer leurs visées prédatrices. La Russie et la Chine partagent avec les impérialismes occidentaux les mêmes objectifs : maintenir ou pousser leur mainmise économique sur les pays qu'ils dominent déjà et

sur ceux qu'ils convoitent. Pas plus que les USA et les vieux impérialismes européens et nippon, la Russie et la Chine ne sont des amis des peuples.

Les communistes condamnent et combattent toutes les ambitions dominatrices et tous les actes agressifs d'un impérialisme contre un pays souverain et ils ont pour premier devoir de s'opposer aux menées de leur propre impérialisme national. Ils ne soutiennent pas un impérialisme pour en combattre un autre, même si l'un est plus faible que l'autre ou qu'il paraît moins agressif... ».

En développant ces positions, nous nous opposons à celles d'organisations comme le Cercle Henri Barbusse (2) qui titrait un paragraphe, dans une de ses brochures : « DU MONDE UNIPOLAIRE A UN MONDE MULTIPOLAIRE, ETAPE VERS LA REVOLUTION SOCIALISTE »

Le débat est toujours présent. Récemment, le Parti Communiste de Grèce (KKE) a publié un document d'un grand intérêt (3). En voici quelques extraits :

5.5. La solution du « monde multipolaire »
Certaines forces politiques voient l'impérialisme seulement chez « l'empire » des États-Unis et en ayant ce point de départ, ils saluent l'apparition des nouvelles forces capitalistes émergentes dans les affaires mondiales, ainsi que l'apparition des nouvelles unions interétatiques, comme les BRICS, l'Organisation de collaboration de Shanghai, l'Organisation du traité de sécurité collective, ALBA etc., qui sont constituées par des pays capitalistes et ont un contenu économique-politique et militaire. Ces développements sont interprétés comme la naissance d'un monde « multipolaire », qui va redéfinir l'ONU et les organismes internationaux en leur donnant un « nouveau souffle » et en leur permettant de sortir de « l'hégémonie » des États-Unis.

Ces positions concluent que c'est ainsi que la paix soit assurée dans le monde.

En réalité, les forces politiques des diverses couleurs idéologiques reconnaissent les nouvelles contradictions intra-impérialistes et les modifications apparentes dans le système mondiale. Ils se réfèrent à la tendance de changement dans le rapport de force après le renversement des pays socialistes, et à l'expansion et l'intensification de l'activité de l'OTAN et l'UE comme une « démocratisation » des relations internationales, comme un « monde multipolaire ». **Ce nouveau rapport de force comprend le renforcement entre autres de l'Allemagne, de la Russie, de la Chine, du Brésil.**

Ses diverses propositions, comme par ex. l'élargissement du Conseil de Sécurité de l'ONU, le renforcement du rôle mondial de l'UE ou de la Russie et de la Chine, ne peuvent pas réorienter l'évolution des événements. Ceci parce qu'elles ne peuvent pas empêcher les contradictions intra-impérialistes qui s'expriment dans les matières premières, l'énergie et les voies de transport, la lutte pour dominer les marchés. C'est la concurrence entre les monopoles qui mène à des interventions militaires ou des guerres tant locales que généralisées. Cette concurrence s'effectue par tous les moyens qui sont à la disposition des monopoles et des pays capitalistes exprimant leurs intérêts, se reflète dans les accords interétatiques, qui sont constamment contestés à cause du développement inégal. C'est cela la nature de l'impérialisme, la source des petites et grandes attaques guerrières.

Les positions des opportunistes et des sociaux-démocrates sur « la nouvelle gouver-

nance démocratique mondiale » avec (plus) de « transparence » et de « solidarité sociale », ne visent que l'embellissement idéologique de nouveaux rapports de force dans la barbarie capitaliste et impérialiste, pour tromper les travailleurs. Ceux-ci n'ont aucun intérêt à croire à la soit disant « démocratisation » du capitalisme et des relations internationales, à choisir un impérialiste qui prétendument réalisera cela.

Il est utile de nous référer à Lénine et comment il traitait le sujet en partant d'un exemple très précis : « le premier des pays dominants détient, supposons, 3/4 de l'Afrique et le deuxième 1/4. Le contenu objectif de leur guerre est la redistribution de l'Afrique. Dans quel camp nous nous situerons? La manière dont le problème s'exprimait au passé, a changé et est désormais illogique: il ne s'agit pas ni d'un développement pluriannuel d'un mouvement bourgeois de libération, ni du processus pluriannuel d'effondrement du féodalisme. Ce n'est pas la tâche de la démocratie contemporaine ni d'aider le premier pays à consolider son « droit » au 3/4 de l'Afrique, ni d'aider le deuxième (même si ce dernier se développe économiquement plus rapidement que le premier) à gagner ce 3/4.

La démocratie contemporaine sera fidèle à elle-même dans la mesure où elle n'adhérera à aucune classe bourgeoise impérialiste; dans la mesure où elle affirmera que «toutes les deux sont l'une pire que l'autre » et dans la mesure que dans chaque pays, elle souhaitera l'échec de la classe bourgeoise impérialiste. Toute autre solution, sera un acte national-libéral et n'aura rien de commun avec le vrai internationalisme ».

La VOIX DES COMMUNISTES verse ce document dans le débat sur l'impérialisme aujourd'hui.

- (1) Le Collectif Militant Communiste est une des organisations fondatrice du ROCML.
- (2) Le cercle Henri Barbusse est la noyau théorique de la Coordination Communiste du Nord-Pas de Calais
- (3) Le ROCML n'a pas de relations d'organisations avec le KKE. Nous constatons que sur certaines questions, ses positions convergent avec celles du ROCML. Par endroits, la traduction du grec en français est peut-être approximative.